

Une question de nom : Le premier obstacle sur le chemin de la pacification ?

MISNA, 7/7/2008 Agathon Rwasa, chef de la rébellion du Front national de libération (Fnl) et de sa branche politique, le Parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu), a annoncé qu'il suspendra le regroupement de ses combattants si le gouvernement n'accepte pas de reconnaître son mouvement comme parti politique, lors de sa première conférence de presse depuis qu'il est revenu au Burundi, le 13 mai dernier. Malgré les progrès effectués sur le chemin de la pacification, la Constitution stipule en effet que le nom de la rébellion ne pourrait être accepté comme formation politique en ce qu'il contient une référence ethnique.

"Le Palipehutu-Fnl n'entend pas changer de nom", s'est insurgé Agathon Rwasa face à la menace du gouvernement de suspendre le ravitaillement aux combattants rebelles, tel que prévu par les accord conclus. Agathon Rwasa a argué que la Constitution pouvait être l'objet de certaines lacunes dans la mesure où elle comprend une allusion ethnique dans la formation de l'armée et que le nom d'un parti n'était qu'un "détail" par rapport aux autres problèmes que doit affronter le pays, comme la corruption, les violations des droits de l'homme et la famine. Le leader du Palipehutu-Fnl a par ailleurs suggéré l'organisation d'un référendum sur le changement de nom de son mouvement, la rébellion la plus ancienne du pays qui jouit d'un grand soutien au sein de la population, notamment face aux maigres résultats obtenus par le gouvernement actuel, dirigé par l'ex-chef rebelle hutu Pierre Nkurunziza. (CC/CN) [CO]